mettre à l'abri des reproches que l'on pourrait être tenté de nous adresser après la lecture du manifeste du Comité de Madrid.

LE CONGRÈS DE BRUXELLES ET LA RÉVISION DE LA CONVENTION
DE GENÈVE

*Trentième circulaire à Messieurs les Présidents et les Membres
des Comités centraux de secours aux militaires blessés.*

GENÈVE, le 20 juin 1874.

Il est de notoriété publique qu'une importante réunion doit se tenir à Bruxelles, le 27 juillet prochain. Il ne s'agit de rien moins que d'un congrès diplomatique, auquel le cabinet de Saint-Pétersbourg a convié tous les gouvernements, et dont le but est de conclure une convention embrassant à peu près tout le droit de la guerre.— Dans un semblable programme, les questions déjà résolues par la Convention de Genève ont naturellement leur place marquée, et l'on peut s'attendre à les voir remises en discussion dans la conférence annoncée.

La gravité de ce fait ne saurait échapper à nos honorables correspondants. Nous nous en sommes nous-mêmes préoccupés, et nous venons communiquer aux Comités centraux les réflexions générales que nous a suggérées le projet de la Russie.

Notre première impression a été que le moment était inopportun pour toucher à la Convention de Genève. Si l'on veut réellement l'améliorer en pleine connaissance de cause, il convient d'attendre que la lumière se soit faite plus complètement sur les expériences auxquelles son application a donné lieu pendant la guerre franco-allemande. Ces expériences ont été jusqu'à présent peu étudiées, mais on sait que Sa Majesté l'impératrice d'Allemagne, désirant précisément que des recherches se fissent sur ce sujet, a ouvert un concours et offert un prix de deux mille thalers pour les provoquer. Six mémoires volumineux ont été rédigés; ils sont

soumis actuellement à l'examen d'un jury, et, dans quelques mois, tout le monde pourra les lire, car nous pensons bien que leurs auteurs les publieront. Il y aura là une source précieuse d'informations, dont on se priverait gratuitement en voulant perfectionner précipitamment la Convention dès cette année. Comme, d'autre part, il n'y a pas péril en la demeure, il nous paraîtrait donc sage d'ajourner toute révision, jusqu'au moment où la littérature du droit des gens se sera enrichie des travaux dont nous venons de parler.

Il nous semble, d'ailleurs, que les Etats signataires de la Convention de Genève, dont les fondés de pouvoirs siégeront à Bruxelles, ne peuvent qu'être reconnaissants envers l'impératrice Augusta de sa générosité et de sa louable initiative, et que, pour ce motif aussi, il serait mieux de ne pas clore l'ère des discussions officielles relatives à la Convention, avant que le concours de Berlin eût porté ses fruits. Il est assez évident, en effet, qu'en révisant ce traité en tout ou en partie à Bruxelles, on mettrait obstacle, pour longtemps du moins, à toute tentative analogue.

Ce qui nous donne l'espoir que notre vœu à cet égard pourra se réaliser, c'est l'embarras qu'éprouvera apparemment la Conférence pour accomplir en entier la tâche énorme qui lui incombe. Il est vraisemblable qu'elle jugera nécessaire de restreindre son champ de travail et de concentrer ses efforts sur les points les plus urgents. Or, les cas nombreux qui ne sont encore régis par aucune loi positive, réclament bien plus impérieusement l'intervention du législateur que ceux pour le règlement desquels on peut déjà invoquer une convention, même perfectible. Par conséquent, on est fondé à croire que, dans le triage que la Conférence sera, selon toute apparence, appelée à faire, elle renoncera plus facilement à s'occuper d'améliorer le sort des blessés qu'à légiférer sur d'autres matières.

Si l'hypothèse que nous venons d'énoncer ne se réalisait pas, c'est-à-dire si la Conférence de Bruxelles persistait à vouloir modifier la Convention de Genève, nous souhaiterions qu'elle y procédât au moyen de dispositions additionnelles, plutôt que par un remaniement du texte primitif. C'est bien là, croyons-nous, l'intention de la Russie; toutefois, sur ce terrain, nous aurions encore une remarque à présenter.

Il n'y a, dans le projet russe, si nous sommes bien informés, aucune réminiscence des articles additionnels de 1868. Nous ne saurions oublier, quant à nous, qu'à cette époque une conférence officielle a élaboré, avec beaucoup de soin, un complément de la Convention de 1864, et que ce complément n'a pas encore été ratifié par les puissances contractantes, quoique pendant la guerre de 1870-71 les belligérants l'aient pris pour règle de leur conduite. Le Conseil fédéral suisse a été chargé d'en poursuivre la ratification, et s'il n'a pu y réussir jusqu'à présent, cela n'a pas dépendu de lui. L'affaire est donc encore pendante, et nous nous demandons pour quel motif le cabinet de Saint-Pétersbourg a lancé ses nouvelles propositions sans tenir compte du projet de 1868. Quoi qu'il en soit, nous ne comprendrions pas que la Conférence de Bruxelles statuât sur les articles qui seront soumis à son examen, sans se préoccuper de ceux de 1868, et nous désirerions qu'elle ne révisât et ne discutât ceux-ci que concurremment avec ceux qui figurent dans son programme. Sans cela, on aboutirait à créer une législation singulièrement compliquée, puisque, pour bien connaître le droit de la guerre, en ce qui concerne le service sanitaire et les blessés, il faudrait consulter simultanément la Convention de 1864, les articles additionnels de 1868 (quand ils seront ratifiés) et la Convention de Bruxelles.

De toute manière, il serait bon que les décisions de la Conférence de Bruxelles, en cette matière, fussent mises à part et constituassent un acte distinct à annexer à la Convention de Genève; plutôt que d'être englobées dans un traité concernant d'autres parties du droit.

Quant à une révision complète de la Convention, qui ne paraît pas du reste entrer dans les vues des promoteurs de la Conférence, nous l'estimerions non-seulement intempestive, mais encore périlleuse, car si, depuis la dernière guerre, la Convention a gagné beaucoup de partisans, elle s'est fait d'autre part un certain nombre d'ennemis qui la trouvent gênante et voudraient qu'on en revînt à l'ancien droit coutumier. Nous ne pensons pas que cette opinion ait quelque chance de prévaloir dans les conseils des gouvernements, mais, malgré cela, il pourrait y avoir témérité à lui fournir l'occasion de se produire. A supposer même qu'elle ne triomphât pas complètement, nous craindrions qu'elle ne profitât

d'une révision radicale pour obtenir, sous prétexte de simplification, l'abandon de quelqu'un des principes qui, à notre avis, font le prix et la gloire de la Convention.

Cela ne veut pas dire que nous repoussions l'idée d'une révision, quand celle-ci aurait été mûrement préparée et s'opérerait dans des conditions offrant des garanties suffisantes pour le maintien des bases essentielles de la Convention. Si, présentement, nous aimerions à en dissuader la Conférence, c'est uniquement parce que nous n'estimons pas que les circonstances actuelles lui soient favorables.

Un dernier point de vue qui a fixé notre attention, est celui des Sociétés de la Croix rouge, en regard de ce que les gouvernements se disposent à accomplir. Il est certain que toute modification au droit établi par la Convention de Genève touche à leurs plus graves intérêts, mais elles n'ont pas pu cette fois-ci, comme dans des occasions antérieures, manifester leur opinion et émettre des vœux; elles n'ont pas même eu connaissance du texte des résolutions projetées, et l'on ne sait encore si, parmi les délégués des diverses puissances, la Croix rouge comptera des représentants autorisés.

Nous sommes donc dans une situation sans précédents, en présence de laquelle le Comité international n'a pas de ligne de conduite nettement tracée. Ignorant ce que pensent les Comités centraux et n'ayant pas le temps de les consulter, il ne peut agir publiquement comme leur mandataire auprès de la Conférence de Bruxelles. Faire connaître ses propres vues sur ce qui lui paraît désirable dans les conjonctures actuelles, et inviter ceux des Comités centraux qui les partagent à user de leur influence auprès de leurs gouvernements respectifs pour les leur faire adopter, lui semble être l'extrême limite de ce qu'il peut se permettre dans l'intérêt général de l'œuvre, sans sortir de ses attributions.

Nous vous prions donc, Messieurs, de peser les considérations que nous avons pris la liberté de vous exposer et, si vous les trouvez justes, de faire tout ce qui dépendra de vous pour que les délégués de votre pays à la Conférence de Bruxelles reçoivent des instructions conformes à nos conclusions, c'est-à-dire conçues :

1° dans le sens d'un ajournement, auquel nous attachons une extrême importance ;

2° et pour le cas seulement où la proposition d'ajournement serait repoussée, dans le sens de perfectionnements à opérer au moyen d'articles additionnels, mais en tenant compte du projet de 1868 et en conservant intact le texte de la Convention primitive de 1864.

Veuillez nous accuser réception de la présente circulaire et nous tenir, s'il y a lieu, au courant de vos démarches relativement à l'objet de cette lettre.

Agréez, Messieurs, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Pour le Comité international :

Le Président,

G. MOYNIER.

SOMMAIRE DES JOURNAUX DE L'ŒUVRE

BELGIQUE. — *La Croix rouge.*

1874. N° 10. *Avril.* — Bulletin de l'œuvre. — Amérique du Sud. — Espagne. — Hollande. — Revue d'hygiène publique et privée. — Variétés.

N° 11. *Mai.* — Bulletin de l'œuvre. — Espagne. — France. — Revue d'hygiène publique et privée.

N° 12. *Juin.* — Bulletin de l'œuvre. — Espagne. — Revue d'hygiène publique et privée. — Variétés.

FRANCE. — *Bulletin de la Société française.*

1873. N° 18. — Rapports des sociétés allemandes et de la Société nationale anglaise.